

Courrier de mission : conseils d'un ancien envoyé à ceux qui hésitent à partir

Élie Olivier, 24 ans, est un ancien envoyé du Défap à Madagascar : il était parti en 2019 en tant que service civique. Une mission qui a durablement influé sur sa vie et sur sa vision du monde, comme il l'explique au micro de Marion Rouillard pour l'émission « Courrier de mission – le Défap ». Son conseil pour celles et ceux qui envisageraient de s'engager ainsi auprès du Défap, mais se posent encore la question : « N'hésitez pas ! »



*Élie Olivier photographié au cours de sa mission à Madagascar
© Défap*

C'était il y a trois ans : Élie Olivier, ayant achevé des

études d'astrophysique, partait pour Madagascar pour une mission d'animateur linguistique – échanges interculturels à Antsirabe. Il avait le statut de service civique, et avait suivi en juillet la formation pour les envoyés dispensée par le Défap. Quelques mois plus tard éclatait une crise aux retentissements mondiaux : la pandémie de Covid-19. Élie, comme beaucoup d'autres Français en mission à l'étranger, devait interrompre prématurément son séjour, mettre fin à ses activités sur place, couper toutes les relations établies à Madagascar... et rentrer en France avec un fort goût d'inachevé. Et pourtant, en dépit de ces conditions si défavorables, il garde une image très positive de son passage à Madagascar. Au point que cette mission a changé sa manière de voir le monde, ses engagements, et même ses choix professionnels et de vie. Ce qui démontre bien la force de ce qui se vit au cours de la mission d'un envoyé... Invité de Marion Rouillard pour l'émission « Courrier de mission – le Défap », il témoigne, et donne aussi des conseils aux futurs envoyés qui pourraient hésiter encore...

Un jeune envoyé du Défap à Madagascar raconte, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 27 juillet 2022 sur Fréquence Protestante

Ainsi, parlant de la mission elle-même – cette mission si brutalement écourtée – il évoque « six mois merveilleux » passés à Madagascar avant son retour en France. Il travaillait au centre Akanysoa, à Antsirabé, une ville qui se situe dans le centre de Madagascar : c'est à la fois un orphelinat et une école primaire. Son activité était donc double elle aussi : à l'école, pendant les journées de la semaine, il était assistant de français ; les soirs et les week-ends, il faisait

de l'animation pour les enfants de l'orphelinat. Il était ainsi en relation avec une centaine d'élèves scolarisés dans la partie « école » du centre Akanysoa, et avec une vingtaine d'enfants au sein de l'orphelinat, pour lequel il développait des activités aussi diverses que des ateliers de piano, de solfège, d'échecs... Mais son séjour ne s'est pas limité à Antsirabé : il a aussi eu l'occasion, en-dehors des tâches liées à sa mission, de voyager dans des lieux très divers, jusqu'à Tamatave ou à l'île Sainte-Marie, au large de la côte est de Madagascar, près de la ville d'Ambodifotatra.

S'il avait des conseils à donner aux prochains envoyés, ou plutôt à ceux qui hésitent encore à s'engager avec le Défap, ce serait de se lancer : « On a une chance assez incroyable en France d'avoir des dispositifs comme le service civique, le Volontariat de Solidarité internationale, qui donnent l'occasion de partir découvrir un autre pays. » Et il souligne l'importance des rencontres faites à l'occasion de telles missions, l'opportunité de développer « des compétences très diverses : adaptation, pédagogie, prise de recul »... Pour lui, « il ne faut pas hésiter à y aller ». Et en profiter pour « apprendre la langue locale », « essayer de s'intégrer »... Car se retrouver ainsi au loin, et dans la position de l'étranger qui a tout à apprendre, « change aussi le rapport à l'altérité ».

Partir en mission, ça « change le rapport à l'altérité »

Au cours de cet entretien, Élie souligne aussi l'importance du rôle du Défap tout au long de la mission, et au-delà : car une mission commence bien avant l'envoi, avec une série d'entretiens qui s'étalent sur plusieurs mois avant la sélection des candidats, et se prolonge bien après, avec une « session retour » organisée généralement au cours du mois d'octobre suivant le retour des volontaires. Ce rôle comporte une préparation au départ, avec une formation dispensée aux futurs envoyés par le Défap, qui comporte des thèmes cruciaux

comme les relations interculturelles, la communication non-violente... Ensuite, « pendant la mission, on est suivi, témoigne Élie : des membres du Défap viennent sur place ». Et quant au « debriefing » qui a lieu au cours de la session retour, Élie souligne son importance pour « faire sortir ce qui n'était pas forcément sorti auparavant ». Car il n'est « pas forcément évident de raconter ce qu'on a vécu une fois de retour en France. Cette journée de retour permet vraiment de faire le point sur ce qu'on a aimé ou pas, ce qui nous a surpris... » Et de se rendre compte, aussi, que même si tous les envoyés vivent « des missions très différentes », il y a dans le parcours de tous les volontaires du Défap « des points communs », des similitudes dans ce qu'ils expérimentent...

Aujourd'hui encore, Élie a gardé des contacts avec le Défap : il évoque des visites régulières pour prendre auprès de l'équipe des nouvelles des prochaines missions, ou des nouveaux projets. Pour sa part, son aventure malgache lui a permis de prendre conscience de l'importance de se consacrer, dans sa vie professionnelle, à des enjeux qui lui tiennent à cœur, liés notamment à l'environnement, au développement et à l'accès à l'énergie. Et elle l'a convaincu de mieux connaître l'Afrique, un continent sur lequel son travail l'amènera à voyager : « 55 pays à découvrir... même si je garde forcément un attachement pour Madagascar ».

Le SFE recherche des volontaires pour le Laos

Le Service Fraternel d'Entraide est une ONG française

qui, depuis 1998, mène des projets de développement rural et de santé au Laos. C'est une organisation qui est depuis longtemps partenaire du Défap. Elle recherche actuellement un(e) représentant.e du SFE au Laos, un(e) infirmier·ère, un(e) ergothérapeute (ou kinésithérapeute) pour un projet d'inclusion de personnes en situation de handicap, ainsi qu'un(e) manager pour gérer un projet d'inclusion du handicap.



L'un des lieux d'intervention du Service Fraternel d'Entraide

© SFE

Poste à pourvoir : Représentant pays

Basé à Vientiane (capitale du Laos), le représentant pays représente le SFE auprès des autorités, des partenaires et des donateurs. En interne, le représentant pays agit comme un facilitateur pour assurer une prise de décision rapide, le partage d'informations et le soutien interne concernant les projets, les personnes et la vision.

[Téléchargez ici la fiche de poste complète](#)

Activités principales

- **Management** : préside l'Equipe exécutive (Représentant de terrain expatrié, Responsable opérationnel laotien et Représentant pays) et le Conseil (réunion de tous les expatriés et conseillers). Supervise les activités du bureau de Vientiane, notamment la comptabilité et les finances de l'ONG en collaboration avec le responsable financier.
- **Soutien aux projets SFE** : appui ponctuel aux projets pour la gestion de projet, la gestion financière ou tout autre besoin. Veille à la régularité des rapports des programmes et des comptes nécessaires aux autorités et aux bailleurs de fonds. Lit les rapports sur la progression des projets, en particulier ceux destinés aux organismes de financement (en coordination avec le représentant sur le terrain). Assure l'introduction des nouveaux membres de l'équipe.
- **Communication interne et externe** : participe aux réunions régulières avec l'Equipe exécutive, l'équipe de gestion de chaque projet, le Conseil d'Administration SFE, les principaux partenaires.
- **Processus d'évaluation annuelle** : supervise le processus d'évaluation des expatriés, effectue une évaluation annuelle du Responsable opérationnel, organise un atelier annuel d'évaluation et de planification pour l'Equipe exécutive.

- **Mise en réseau et levée de fonds** : entretient des contacts avec d'autres organisations (locales et internationales), structures, réseaux et autorités afin de promouvoir des échanges fructueux et des partenariats. Suggère à l'Equipe exécutive ou au Conseil des opportunités de partenariats, de formation continue, d'échange de connaissances, etc. Coordonne la réalisation et l'envoi des demandes de financement pour les donateurs des projets. Précise les priorités en matière de recherche de fonds et de rapports au responsable de la recherche de fonds.

Poste à pourvoir : Infirmier/ère

Basé(e) à Attapeu, dans le sud du Laos, vous participez à la mise en place d'un projet dans le [centre de formation d'infirmier/ières](#). Vous utiliserez vos connaissances en santé pour renforcer les compétences du personnel enseignant de l'école d'infirmier/ères afin de porter la qualité de l'enseignement médical dispensé au niveau de l'accréditation nationale. En lien avec l'équipe locale, vous participez à la mise en place des activités de formation du corps enseignant et administratif de l'école. Vous participez à la coordination globale du projet et à la relation avec les bailleurs de fonds.

[Téléchargez ici la fiche de poste complète](#)

Activités principales

- **Conduite générale du projet** :
 - Supervise, encadre et forme le personnel local dans les activités du projet
 - S'assure de la qualité des activités mises en place, sur les plans techniques, médicaux et pédagogiques
 - S'assure du bon déroulement des activités du projet selon les engagements pris auprès des

donateurs, des autorités, et des bénéficiaires, en accord avec la vision et les méthodes de travail propres au SFE.

▪ **Administration / Communication / Coordination :**

- Facilite la collaboration avec les autorités locales au niveau de la province et du district.
- Participe au travail administratif et la gestion financière et opérationnelle du projet.
- Entretient de bonnes relations avec les partenaires financiers du projet, en particulier en contribuant aux rapports d'activités et financiers en temps voulu.
- Participe à la programmation et la conception des futurs projets dans le pays.
- Contribue au fonctionnement du SFE par des échanges avec les autres projets, le partage de compétences, et la participation au fonctionnement interne de l'ONG.

Poste à pourvoir : Ergothérapeute (ou Kinésithérapeute)

Basé(e) à Attapeu (sud du Laos), vous participez à la [mise en place d'un projet](#) qui vise d'une part à renforcer les capacités des acteurs locaux (gouvernement, association lao pour les personnes handicapées, communautés, services médicaux) pour l'identification et le service aux personnes en situation de handicap, et d'autre part à créer un centre de service qui offrira notamment des services d'ergothérapie sur le long terme.

En lien avec une équipe locale et au moins un(e) autre expatrié(e), vous contribuez à mettre sur pied une équipe de personnel local formée aux bases de l'ergothérapie. Ces équipiers seront formés à effectuer un bon diagnostic de la situation d'une personne en situation de handicap et à lui proposer des moyens adaptés pour un meilleur fonctionnement dans son environnement en lien avec les ressources existantes au Laos. Il n'existe actuellement pas de formation en ergothérapie au Laos, cette formation sera donc une première !

Le projet aura aussi une composante formation professionnelle et une composante formations des communautés dans lesquelles il sera important pour vous d'être impliqués pour assurer une bonne cohérence du projet et une prise en compte holistique de la situation des personnes bénéficiaires/partenaires.

[Téléchargez ici la fiche de poste complète](#)

Activités principales

- Former les équipiers Lao pour l'implémentation des activités du projet, en particulier en matière d'ergothérapie.
- Contribuer à la sensibilisation et formation des partenaires à la prise en charge holistique des personnes en situation de handicap : bureau du handicap de la Province, Lao Disabled People Association, services de santé, communautés, personnes en situation de handicap, etc.
- Contribuer à suivre et coordonner les activités du projet en lien avec le ou les autres expatrié(e)s.
- Promouvoir un service de haute qualité pour les personnes bénéficiaires du projet.
- Travailler avec les familles et communautés des personnes bénéficiaires pour favoriser leur inclusion.
- Entretenir de bonnes relations avec les partenaires financiers du projet, en particulier en produisant les rapports d'activités et financiers en temps voulu.
- Maintenir les meilleures relations possibles avec les autorités locales au niveau de la province et du district.
- Participer à la réflexion sur les suites à donner à la première phase du projet, contribuer à la mise en place des phases suivantes.

Poste à pourvoir : Manager de Projet

Basé(e) sur le lieu du projet, dans une province du sud du Laos, vous contribuez par vos compétences en gestion de projet à la [mise en place d'un projet](#) de développement, en développant les compétences des équipiers locaux pour un service de grande qualité aux bénéficiaires, avec un souci d'inclusion et de durabilité.

En lien avec une équipe locale et au moins un(e) autre expatrié(e), vous prenez part à un projet de développement.

Vous contribuez à valoriser les capacités des partenaires locaux pour les aider à devenir plus autonomes et investissez dans les personnes (employés du projet et partenaires) par la formation continue, le transfert de compétences et de technologies adaptées. Vous coordonnez la mise en place et le suivi du projet, et participez à la relation avec les bailleurs de fonds.

[Téléchargez ici la fiche de poste complète](#)

Activités principales

▪ Conduite générale du projet :

- Forme les employés du projet et coordonne la planification et le suivi des activités dans tous les domaines du projet.
- S'assure du bon déroulement du projet selon les engagements pris auprès des donateurs, des autorités, et des bénéficiaires, en accord avec la vision et les méthodes de travail propres au SFE.
- Assiste l'équipe Lao de gestion du projet pour la supervision, l'encadrement et la formation appropriée du personnel recruté localement.
- Forme l'équipier Lao en charge du management du projet à un travail plus indépendant, efficace avec des outils adaptés.
- S'assure que les dimensions suivantes sont prises

en compte dans la mise en place du projet. Le cas échéant forme les équipe et réoriente la manière de travailler :

- Inclusion, notamment des plus pauvres, des personnes avec des handicaps, des plus défavorisés
- Promotion de l'égalité des droits selon le genre
- Respect de l'environnement
- Durabilité des actions entreprises
- Constante participation des bénéficiaires pour la conception et planification des activités, contributions financières, en nature et en main d'œuvre.

▪ **Administration / Communication / Coordination :**

- Facilite la collaboration avec les autorités locales au niveau de la province et du district.
- Soutient le chef de projet Lao dans le travail administratif et la gestion financière et opérationnelle du projet.
- Entretient de bonnes relations avec les partenaires financiers du projet, en particulier en produisant les rapports d'activités et financiers en temps voulu.
- Participe à la programmation et la conception des futurs projets dans le pays.
- Contribue au fonctionnement du SFE par des échanges avec les autres projets, le partage de compétences, et la participation au fonctionnement interne de l'ONG.

Pré-requis pour tous ces postes

- Premier contrat de 3 ans minimum.
- Poste à plein temps.
- Poste de volontaire. Il est demandé de participer activement à la recherche de fonds pour

assurer son soutien financier.

Qualités recherchées pour tous ces postes

- Volonté de servir au Laos pour une durée de 3 années minimum.
- Capacité à créer et entretenir des relations.
- Aptitude à travailler en équipe et gérer des groupes de travail.
- Capacité à rédiger des rapports et assurer le suivi de budgets
- Autonomie et capacité d'auto-formation, flexibilité pour apprendre le Lao et travailler dans cette langue.

Intéressé(e)? Contacter france@sfe-laos.org pour des informations complémentaires.

Le Défap ne peut vous renseigner davantage sur ces postes. Merci de contacter directement le SFE – Service Fraternel d'Entraide.

Le SFE en bref

*Le **SFE (Service Fraternel d'Entraide)**, ONG franco-suisse active depuis les années 70 au Laos, poursuit diverses activités principalement dans le domaine de la **coopération médicale** et du **développement rural**. Il coopère avec les services gouvernementaux et la population locale en établissant des relations de partenariat de longue durée afin de promouvoir un développement durable, dans le respect de la culture et de l'environnement du pays. Avec une quinzaine d'expatriés et une cinquantaine de collaborateurs nationaux, il vise à être au service des populations les plus défavorisées du pays.*

Centenaire de l'ACO : «La mission de l'Église, c'est d'espérer au milieu des crises»

Jusqu'au début du mois d'octobre, qui marquera une série d'événements organisés dans le cadre du centenaire de l'Action Chrétienne en Orient, le site du Défap revient à travers une série d'articles sur l'odyssée à la fois humaine et spirituelle de cet organisme missionnaire qui fait le lien entre chrétiens d'Occident et chrétiens d'Orient. En dépit des crises, des guerres, des distances géographiques et culturelles, il y a toujours moyen de se comprendre et de poursuivre cette odyssée commune, inaugurée en 1922 par Paul Berron. Cette semaine, entretien avec Mathieu Busch, directeur de l'ACO depuis 2018 et secrétaire général de l'ACO Fellowship, la structure internationale de l'ACO qui réunit six partenaires européens et orientaux.



Mathieu Busch, directeur de l'ACO depuis 2018 et secrétaire général de l'ACO Fellowship © ACO

Guerres et déportations, éloignement géographique et culturel, tentatives d'instrumentalisation des minorités par diverses grandes puissances : les relations entre chrétiens européens et orientaux se heurtent depuis toujours à des obstacles puissants. C'était déjà le cas à la naissance de l'ACO, lorsque le pasteur Paul Berron a voulu agir face aux persécutions touchant les Arméniens de l'empire ottoman. Ça l'est encore aujourd'hui... Comment l'Action Chrétienne en Orient parvient-elle à éviter ces écueils ?

Mathieu Busch : Il est vrai que ce qui concerne les relations avec les chrétiens d'Orient s'inscrit toujours dans un contexte qui peut devenir facilement très politisé, et que ces relations courent fréquemment le risque d'être instrumentalisées. Il y a un véritable jeu politique autour du sort des chrétiens d'Orient, qui seront facilement présentés comme une minorité en butte aux persécutions. Et selon les

pays, on sera tenté de choisir « ses » victimes à défendre : du côté français par exemple, il existe des liens très forts entre les missionnaires catholiques et certaines Églises orientales rattachées au catholicisme, comme les chaldéens. Ce qui explique que la France, fille aînée de l'Église (et en dépit de sa laïcité affirmée) ait toujours à cœur de défendre ces minorités. Côté russe en revanche, c'est plutôt le sort des Églises orthodoxes qui suscitera la mobilisation. Et au-delà de ces préférences culturelles en fonction des pays, il y a aussi des organismes missionnaires qui sont tentés de rester dans le discours de victimisation. Mais il faut bien être conscient que si l'on choisit d'assigner aux chrétiens d'Orient ce statut de victime, on les condamne à rester victimes : on ne pourra pas en sortir. Soyons conscients tout de même que dans les pays dont il est question – Liban, Syrie, Iran – c'est l'ensemble de la population qui subit régulièrement des catastrophes : ça ne concerne pas les seuls chrétiens. Et ce que subissent les chrétiens libanais ou syriens est plus souvent dû à leur nationalité qu'à leur religion.

L'avantage au sein de l'Action Chrétienne en Orient, c'est qu'il s'agit d'une petite organisation : nous avons la chance de nous connaître personnellement. Le fait que des protestants de France, minoritaires dans leur pays, entretiennent ainsi des relations avec des protestants d'Orient, eux-mêmes minoritaires parmi les chrétiens de Syrie ou du Liban, permet de s'affranchir quelque peu des tensions de ces jeux géopolitiques. On peut se permettre d'avoir des relations fraternelles, très proches. On connaît chaque délégué des différentes Églises du Proche-Orient. En outre, il existe une entité internationale autour de l'ACO – l'ACO-fellowship, qui regroupe une demi-douzaine de partenaires liés à l'Action Chrétienne en Orient, au sein de laquelle tous les organismes siègent sur un pied d'égalité. C'est un aspect important : ce terme de « fellowship » n'a pas été choisi au hasard, il renvoie aussi bien à la dimension communautaire qu'à la

fraternité humaine (un « fellow », en anglais, c'est un ami, un compagnon).

Alors, bien sûr, on ne peut s'affranchir complètement de ce contexte politique chargé ; mais on peut facilement en faire abstraction pour mener des projets en commun. Même si l'on sait qu'un protestant français et un protestant syrien auront probablement des points de vue très différents sur la guerre en Syrie, il reste toujours possible d'en discuter, d'entendre le point de vue de l'autre et surtout, de rester unis dans une dimension communautaire, par des prières, des cultes, des projets de solidarité.

Justement, parlons de ces projets...

Ils sont très variés et touchent différents domaines : du social, du paroissial (il peut s'agir d'aider à construire des bâtiments paroissiaux, par exemple) ; de la formation (notamment théologique, mais pas seulement) ; de l'éducation, du sanitaire, de l'humanitaire... L'ACO permet aussi des échanges de groupes de jeunes ou d'adultes. À travers toute cette diversité, on peut voir que l'ACO s'implique à la fois dans des projets qui touchent directement à la vie des Églises, et à travers des projets destinés à aider des populations dans le besoin. Et ces deux aspects sont importants : il est bien sûr crucial de répondre aux besoins les plus criants dans des situations de conflit ou de crise humanitaire. Pour cela, l'ACO s'implique dans des projets d'aide d'urgence, ou bien dans des institutions sociales et éducatives où tout le monde sera accueilli sans distinction de religion. Mais l'Église ne doit pas se résoudre à être seulement une ONG, même si la diaconie est très importante. Il est important pour l'ACO d'aider ces Églises à survivre en tant que communautés, à rester dans l'espérance ; et il est important que la diaconie soit aussi une forme de témoignage, qui permette à l'Église de continuer à rayonner dans la société.

Ces divers projets que l'ACO accompagne viennent de nos partenaires. Ils sont nés des situations de crise que connaissent les divers pays avec lesquels nous sommes en lien, mais sont aussi le reflet de la manière d'être Église ensemble de nos divers partenaires, de leur théologie... Il y a donc des projets spécifiquement d'aide sociale ou humanitaire, mais aussi des sessions de formation théologique (portant sur des thèmes comme : comment être Église dans un contexte minoritaire, par exemple) ; des temps de retraite, des temps de formation – autant de choses qui sont aussi essentielles à la respiration et à la vie de l'Église.



A Mashta el-Helou en Syrie, en 2019 : les membres de l'ACO Fellowship visitent la diaspora protestante syrienne évacuée dans la région pour se mettre à l'abri des zones en guerre. © ACO

Quel avenir envisager pour les chrétiens d'Orient, qui de crise en guerre, sont de moins en moins nombreux ?

C'est une question qui m'est posée très régulièrement. Aussi, plutôt que d'y répondre moi-même, je voudrais relayer ce que, eux, répondent : « si on ne se focalise que sur notre survie

immédiate, et pas sur des actions porteuses d'espérance, on est déjà mort ». Dans les diverses crises qu'ils traversent, les partenaires de l'ACO ne voient pas de solution humaine. Il n'y a aucun horizon donné par les divers gouvernements, qui sont eux-mêmes soumis à la corruption, au clientélisme, voire même qui peuvent s'inscrire (c'est le cas en Iran) dans un système plus ou moins totalitaire où toutes les institutions normales se retrouvent doublées par des institutions occultes liées au régime en place. Mais quand on ne peut pas être, à vue humaine, acteur du changement global, cela n'empêche pas d'avoir des actions qui aient du sens et soient porteuses d'espérance. Leur vision, c'est de vivre leur vie d'Église, en s'appuyant sur leur espérance en Dieu, et en se disant que Dieu les appelle à agir dans les situations auxquelles ils sont confrontés. Dans cette perspective, beaucoup de grands récits bibliques sont très parlants pour eux : tous ces passages de la mort à la vie, du désespoir à l'espérance, leur parlent beaucoup. La Bible est aussi un livre qui a été écrit à travers des crises, et dont de nombreux passages répondent à des situations de crise.

La mission de l'Église, c'est d'espérer au milieu des crises ; et si nous ne voyons pas de solution qui se dessine à notre niveau, nous sommes néanmoins appelés à être dans l'action ; à « espérer contre toute espérance ». Et cette espérance, elle doit se vivre aussi dans les relations qu'on met en place, dans la vie communautaire, dans le partage de la parole.

Quel sens donner aux célébrations du centenaire de l'ACO dans ce contexte ?

C'est tout d'abord un temps de reconnaissance pour tout ce qui a été vécu et accompli pendant un siècle. C'était une demande forte exprimée par nos partenaires. On ne mesure pas toujours très bien en France l'impact qu'a eu l'action de l'ACO, par exemple, auprès de la communauté arménienne, et le souvenir chargé d'émotion qui en perdure encore aujourd'hui. Il y a une reconnaissance qui s'est transmise au fil des générations dans

la communauté arménienne, et l'on peut encore aujourd'hui, à travers l'ACO, rencontrer des descendants d'Arméniens déportés qui nous tiennent des discours très touchants, en nous disant : « Nos grands-parents ont pu survivre grâce à l'ACO, vous avez contribué à ce que nous puissions reconstruire nos vie... » Aujourd'hui bien sûr, cette question de l'aide et de l'accueil des réfugiés est toujours bien présente au sein de l'ACO, mais elle a pris d'autres formes.

Ensuite, ce centenaire, c'est bien sûr une manière de faire davantage connaître l'ACO ; non seulement son histoire, mais aussi ses actions et ses projets. Les célébrations comportant ces deux volets, l'un rétrospectif (avec une série de conférences sur l'histoire de l'ACO, qui ont eu lieu début 2021 ; avec [une exposition](#)) et l'autre plus tourné vers le présent et l'avenir, avec une série de tables rondes, et un numéro de notre revue, [Le Levant – Morgenland](#), consacré aux enjeux que connaît ou va connaître la région du Proche-Orient. Ce centenaire, c'est donc aussi l'occasion de dire ce qu'est l'ACO aujourd'hui, et ce que l'on peut espérer pour demain.

Finalement, le mot clé de ce centenaire, c'est l'espérance. C'est d'ailleurs ce qui a présidé au choix du titre de notre numéro du *Levant* : *Un avenir d'espérance*. L'espérance, c'est ce qui nous anime quand nous nous retrouvons entre chrétiens de différents pays au sein de l'ACO : les gens sont toujours heureux d'être ainsi ensemble, même s'ils viennent de régions du monde qui connaissent des situations terribles, parce qu'ils partagent des choses essentielles. Quand on ne fait que décrire les crises, on se retrouve plombé, incapable d'agir. L'espérance, c'est ce qui permet d'éviter le fatalisme.

Et quelles sont vos relations avec le Défap ?

Des relations d'une grande proximité. Une coopération transparente, fraternelle. Elle se focalise surtout sur les questions liées aux envois de personnes. D'ailleurs, je fais précisément partie de la CEP (la Commission échange de

personnes) du Défap. Nous apprécions aussi beaucoup la formation au départ dispensée par le Défap, la manière dont est assuré le suivi des envoyés : le Défap est ainsi un vis-à-vis important de l'ACO pour l'envoi de personnes en Égypte. Nous travaillons aussi en ce moment à la possibilité d'accueillir en France un groupe d'Égyptiennes venues du Caire. Nous avons d'ailleurs aussi des relations très proches avec [DM](#) en Suisse, qui [consacre sa campagne d'automne à l'ACO](#). Dans le monde missionnaire protestant francophone, nous avons tous besoin d'être dans la proximité et l'échange de bonnes pratiques.

Propos recueillis par Franck Lefebvre-Billiez

Courrier de mission : partir en mission, pour soi-même et pour les autres

L'approche du mois de septembre va marquer le début des premiers départs des envoyés du Défap qui ont participé à la session de formation de juillet 2022. L'occasion de revenir sur l'importance de cette formation pour se préparer au contexte, à la culture et aux enjeux des missions que les volontaires trouveront bientôt sur place. Retour sur ce qui fait la spécificité du Défap à travers l'émission « Courrier de mission – le Défap » diffusée le 16 août 2022 sur Fréquence protestante. Laura Casorio, responsable de la formation et du suivi des envoyés, était au micro de Marion Rouillard.



*Un moment de la session de formation 2022 des envoyés du Défap
© Défap*

Les voici au mois de juillet dernier : penchés sur leurs ordinateurs, studieux, occupés à suivre l'un des modules de formation du Défap... Depuis, l'été a passé, et la rentrée qui approche va donner le signal des premiers départs. Les futurs envoyés du Défap vont bientôt s'envoler pour l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Liban, Madagascar, la Tunisie... Les envois s'échelonneront sur plusieurs semaines, au gré de la durée prévue de leur mission, des procédures nécessaires pour partir de France (elles se sont notablement alourdies depuis les restrictions provoquées par l'épidémie de Covid-19), des modalités d'accueil sur place... Cette année, les envoyés du Défap sont onze en tout, avec des expériences très différentes de l'engagement à l'étranger et des profils très divers. Les âges vont de 21 à 58 ans ; certains partent avec le statut de service civique, d'autres en tant que VSI (Volontaires de Solidarité Internationale)... Mais tous auront eu l'occasion de se retrouver pendant une dizaine de jours au 102 boulevard Arago pour suivre une même formation, destinée à les préparer à la fois à leur future mission et aux défis qui les attendent ; une formation qui est une marque de fabrique du Défap.

Cette période de rentrée, prélude aux départs, est l'occasion de revenir sur la formation des envoyés dispensée par le Défap. Au cours du mois d'août, Laura Casorio, responsable de la formation et du suivi des envoyés, a été l'invitée de Marion Rouillard dans l'émission « Courrier de mission – le Défap ». Comme elle a pu le souligner, cette session commune à tous les envoyés, qui se déroule traditionnellement durant la première moitié du mois du juillet et au cours de laquelle tous les candidats au départ se retrouvent au 102 boulevard Arago, à Paris, est « une marque de fabrique de notre institution : on ne part pas seulement en mission pour soi-même ; on s'inscrit dans un projet ». Cette période passée en commun au siège du Défap est, entre autre, un moment clé pour permettre à tous de prendre conscience de cette histoire longue et de ces relations tissées depuis longtemps par-delà les cultures et les frontières dans lesquelles les envoyés vont s'inscrire.

Comment se passe la formation et le suivi des "envoyé·e·s", émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 16 août 2022 sur Fréquence Protestante

Laura Casorio a aussi eu l'occasion de détailler cette période si particulière qui précède l'envoi en mission : période cruciale, même si elle n'est pas la plus visible. Ainsi, pour le Défap comme pour les candidats au départ, « la mission est beaucoup plus longue que ce qui se passe sur le terrain », rappelle-t-elle au micro de Marion Rouillard. « Elle commence au moment de la validation de la candidature, et se termine au moment où l'on se dit au revoir après la session retour ». La session de formation proprement dite est ainsi l'aboutissement d'un processus qui dure plusieurs mois : le recrutement est

ainsi scandé par une série d'entretiens successifs avec la CEP, la Commission Échange de Personnes ; un temps nécessaire pour que les candidats au départ puissent s'interroger sur leurs motivations au départ, sur les missions qu'ils et elles seront amenés à accomplir.

« La mission dure beaucoup plus longtemps que ce qui se passe sur le terrain »

Au cours de la formation proprement dite, souligne Laura Casorio, « nous consacrons beaucoup de temps aux enjeux de l'interculturel : d'abord avec des sociologues, pour fournir aux envoyés des grilles de lecture des paramètres à prendre en compte lors des relations sur place ; pour les préparer aux relations avec d'autres croyances, aux relations avec l'autre et avec ses manières différentes de communiquer ; pour les préparer aux manières différentes de gérer les conflits... » Cette période est aussi l'occasion de faire « un travail sur leurs motivations », sur leurs manières de se ressourcer : il est important de savoir doser les efforts sur la durée, d'où la nécessité aussi de « bien se connaître pour savoir comment réagir face à des situations qui peuvent être inattendues ». Enfin, la formation est aussi un temps indispensable pour fournir avant le départ « des conseils pratiques, administratifs, des informations sur le contexte de la mission »...



Vue de la session 2022 de la formation des envoyés du Défap © Défap

Cette période de formation s'inscrit dans tout un contexte : non seulement elle suit une période longue de sélection des candidatures, mais elle se prolonge ensuite par un suivi régulier des envoyés pour pouvoir évaluer la manière dont ils s'adaptent au contexte qu'ils trouvent sur place, comment ils s'approprient la mission et s'y inscrivent... Et même après le retour en France, les envoyés seront invités à revenir au Défap (généralement au cours d'un mois d'octobre suivant leur retour) pour participer à une séance de « debriefing », échanger sur ce qu'ils auront découvert et vécu sur place, envisager l'avenir, à la fois sur le plan personnel et en lien avec les partenaires qu'ils auront découverts en cours de mission, notamment le Défap lui-même... Une dernière étape elle aussi importante, car autant les attentes des uns et des autres diffèrent au moment du départ, autant la manière d'envisager les suites de la mission sont nombreuses.

Comme le souligne Laura Casorio, l'envoi en mission par le Défap s'inscrit dans un dispositif d'État, avec des obligations propres, notamment en ce qui concerne le respect de la laïcité : ainsi, le Défap envoie en mission des volontaires aux profils très divers. Ils peuvent être « médecins, enseignants, ingénieurs »... Certains peuvent être protestants, d'autres non. Certains sont jeunes et ne sont jamais partis à l'étranger, d'autres au contraire ont déjà eu l'occasion de vivre hors de France pour des périodes plus ou moins longue... Certains partent seuls, d'autres en couple voire en famille. Beaucoup envisagent de revenir en France, soit pour y poursuivre une activité professionnelle, soit pour y reprendre des études, et cette période « d'atterrissage » après la mission est une étape à ne pas négliger. D'autres, enfin, voyageurs au long cours, envisagent plutôt de passer de longues années, voire toute leur vie à l'étranger. Pour tous ces profils, le Défap ne dispense donc pas une formation technique : il s'agit, avant de partir, « de donner des outils pour faciliter les relations sur place ». Et permettre que cette période de l'envoi en mission ouvre sur autre chose – ce qu'il s'agira de découvrir sur place : car on revient toujours différent de ce que l'on était au moment du départ. « Les échanges, ça vous change »...

Centenaire de l'ACO : rendez-vous début octobre à Strasbourg et Paris

Rencontres et tables rondes, concert et cultes

rythmeront début octobre les célébrations du centenaire de l'Action Chrétienne en Orient : tant à Strasbourg qu'à Paris, elles seront ouvertes à tous, afin de permettre au plus grand nombre de mieux connaître cette œuvre missionnaire qui, depuis 1922, construit des ponts entre les Églises protestantes de France et du Proche-Orient.



Image de l'exposition réalisée pour les 100 ans de l'Action Chrétienne en Orient © ACO

Garder le passé présent à l'esprit, tout en ayant les yeux tournés vers l'avenir : c'est le défi des célébrations du centenaire de l'ACO, l'Action Chrétienne en Orient, œuvre missionnaire née au sein des Églises protestantes de l'Est de la France et qui entretient, depuis 1922, des liens à la fois spirituels et de soutien matériel avec les chrétiens d'Orient. Cette volonté d'inscrire cet anniversaire dans le temps long est visible tout d'abord à travers sa publication annuelle, *Le Levant – Morgenland*, dont le numéro 110, titré *Mémoires d'espérance*, revenait sur l'odyssée de l'ACO depuis sa création, tandis que le numéro 111, titré *Un avenir d'espérance*, envisage les évolutions et les défis auxquels

seront confrontés au cours des prochaines années ses partenaires orientaux. Autre particularité de cet anniversaire, il s'étale sur trois ans, avec des événements prenant place aussi bien en Europe qu'au Moyen-Orient.

Pour ce mois d'octobre 2022, les célébrations auront lieu successivement à Strasbourg et à Paris. Les 1er et 2 octobre, rendez-vous le samedi à l'église du Temple Neuf à Strasbourg, pour des tables rondes et un concert. Des délégations des membres de l'ACO de différents pays (Liban, Syrie, Iran, Égypte, Suisse, Pays-Bas, États-Unis) seront présentes pour ces rencontres ouvertes à tous. Le dimanche, rendez-vous à l'église protestante St-Pierre-le-Jeune pour participer au culte du Centenaire. Puis, à partir du 4 octobre, les célébrations se déplaceront à Paris : les invités de l'ACO seront tout d'abord reçus au Défap et y rencontreront toute l'équipe. Une table-ronde est ensuite programmée le jeudi 6 octobre, à 19h30, à la paroisse de l'Oratoire du Louvre ; et le dimanche 9 octobre, à 11h, la délégation de l'ACO assistera au culte national de l'UEEAF (Union des Églises Évangéliques Arméniennes de France) à l'église évangélique arménienne d'Issy-les-Moulineaux.

Avant cela, l'ACO avait déjà organisé, début 2021, [une série de conférences à distance](#) avec l'Université Haigazian de Beyrouth, portant sur les missions européennes et les Églises protestantes au Moyen-Orient au XXème siècle. Et pour l'année 2023 sont prévus un camp international de jeunes ainsi qu'une rencontre du Centenaire à Alep. Pour en savoir plus sur ce qui a été mis en place à l'occasion de cet anniversaire, vous pouvez vous référer à l'encadré en bas de cet article. Et au cours des prochaines semaines, le site du Défap aura l'occasion de vous en dire davantage, notamment en faisant le point sur le programme des célébrations et en donnant la parole à des membres de l'ACO.

Minoritaires au sein de la minorité chrétienne



Les membres du comité exécutif de l'ACO Fellowship (réseau international constitué autour de l'ACO) en 2011 au Liban. © ACO

Les chrétiens d'Orient ont été souvent victimes de discriminations et de violences, mais ils représentent encore aujourd'hui des communautés vivantes et dont la présence aide au vivre ensemble. Or au début du XXème siècle, au Moyen-Orient, un habitant sur quatre était chrétien ; ils ne sont plus désormais que 11 millions parmi 320 millions de musulmans (soit un sur 30), partout minoritaires et contraints de chercher la protection des pouvoirs en place pour continuer à exister. Et au sein de cette minorité, les Églises protestantes, avec lesquelles l'ACO est en lien, représentent elles-mêmes un tout petit nombre. « Minoritaires au sein de la minorité chrétienne composée d'Églises traditionnelles orientales, orthodoxes et catholiques », souligne l'ACO, « leur environnement est marqué par l'Islam avec ses différents courants théologiques et ses résonances sociales et

politiques. Leur contexte est celui d'une région du monde secouée par des crises géopolitiques aux enjeux divers et complexes, où les puissances régionales et occidentales confrontent leurs intérêts. Pour autant les Églises protestantes que nous soutenons au Moyen-Orient rayonnent par leur témoignage vécu au nom de l'Évangile, par leurs œuvres éducatives et sociales, par leurs convictions pacifiques et critiques, par leur souci des relations œcuméniques entre Églises, par leur dialogue avec l'Islam et les minorités religieuses de la région ».



L'école protestante du Synode Arabe à Tripoli au nord du Liban
© ACO

À sa création en 1922, l'ACO avait pour but de secourir les populations arméniennes victimes des exactions turques. Son fondateur, le pasteur Paul Berron, décrit dans *Souvenirs des jours sombres* (L'Harmattan) ce qu'il a vu et vécu à partir de 1916 au contact de ces réfugiés, tout en dénonçant la

« politique d'extermination » alors mise en œuvre par les autorités turques. Alsacien, donc citoyen allemand avant la Première Guerre mondiale, il avait été envoyé comme aumônier en Syrie et dans la région pour établir et superviser des foyers du soldat. La guerre finie et l'Alsace réintégrée à la France, ce même pasteur Berron, devenu de fait citoyen français, put ainsi passer outre l'interdiction qui frappait les œuvres missionnaires allemandes et créa l'Action Chrétienne en Orient.

De la Syrie au Liban, puis à l'Iran

Grâce aux paroisses protestantes alsaciennes, mais aussi grâce à des comités néerlandais et suisses, l'ACO a rapidement étendu son œuvre et touché aussi bien les personnes de culture arménienne que de langue arabe et assyrienne, en Syrie mais également au Liban puis plus tard en Iran. Aujourd'hui, grâce à de nombreux partenariats, l'ACO soutient des projets très variés dans les domaines de l'éducation, du social, de la santé, de la solidarité en contexte de crise, de la résolution des conflits, de la formation théologique, de la vie d'Église au sein de communautés locales.

Parmi ces partenariats, il y a le Défap. Au cours des dernières années, l'ACO a eu l'occasion de collaborer de manière quasi quotidienne avec le Service Protestant de Mission, notamment pour l'envoi de volontaires, au Liban, en Égypte... Dans ce pays par exemple, le Défap a assuré le suivi des envoyés de l'ACO en lien avec les Églises protestantes locales, dans le cadre de la plate-forme Moyen-Orient. Il s'agissait de missions d'enseignement (soutien scolaire, apprentissage de l'expression française), mais au-delà, d'une expérimentation quotidienne du « vivre ensemble » propre à faire mentir ceux qui prêchent la violence entre les communautés. Comme le racontait une ancienne envoyée, décrivant l'école où elle travaillait : « Chrétiens et musulmans se côtoient dans le corps enseignants et chez les élèves (...) Dans cette société égyptienne fragmentée c'est,

d'après moi, une bénédiction ! »

Merci pour les enfants de Mananjary !

Grâce à l'élan de solidarité du protestantisme français, le Catja et le centre Akany Fanantenana vont pouvoir retrouver une vie normale. Ces deux orphelinats de Mananjary, ville du sud-est de Madagascar ravagée en février dernier par le cyclone Batsirai, avaient subi de gros dégâts ; plusieurs organismes dont ADRA et le Défap s'étaient alors groupés autour de la fondation La Cause pour les soutenir.



*Toitures refaites au centre Akany Fanantenana, à Mananjary ©
La Cause*

Des tôles neuves sur les toits des bâtiments : ce sont les premiers signes des réparations qui ont commencé au centre Akany Fanantenana (« Centre Espérance » en français). C'était une urgence après le passage du cyclone Batsirai, en février dernier, qui avait arraché une partie des toitures. Mais au-delà de ces premières réparations, faites avec les moyens du bord, il reste beaucoup à faire, et les ressources de l'orphelinat n'y suffiraient pas. Même problème au Catja, le « Centre d'accueil et de transit des jumeaux abandonnés », quelques kilomètres plus loin dans la même ville : au-delà des dégâts les plus visibles, lorsque la pluie et le vent ont pu s'engouffrer dans les bâtiments à travers les toitures endommagées, il faut évaluer la solidité des structures malmenées par le cyclone pour pouvoir réparer. Dans certains cas, elles ne seraient pas en état de supporter une toiture

refaite : au prochain cyclone, les murs pourraient s'effondrer.

Le Catja et le centre Akany Fanantenana ont un rôle crucial à Mananjary : dans cette région côtière du sud-est de Madagascar où, par tradition, les jumeaux sont considérés comme maudits, ce sont les deux principaux points d'accueil des enfants abandonnés à la naissance du fait de ce tabou. Tous deux sont soutenus par la fondation La Cause. Et si le Défap n'est pas directement impliqué à Mananjary, les relations avec La Cause sont suffisamment proches pour que des missions soient régulièrement organisées en commun : des envoyés du Défap travaillent ainsi dans d'autres parties de l'île au sein d'institutions soutenues par La Cause ; et à Mananjary même, le pasteur Élia Rozy, qui gère avec son épouse Émilienne le centre Akany Fanantenana, montre avec fierté aux visiteurs son livre d'or où figurent les signatures d'envoyés ou de permanents du Défap.

Une mobilisation inédite au sein du protestantisme français



Livraison de denrées de base au Catja, à Mananjary © La Cause

Lorsque le cyclone Batsirai s'est abattu sur Mananjary, au début du mois de février, toute la ville s'est retrouvée dans une situation d'urgence vitale. Une grande partie des constructions ont été abattues, quasiment toutes les toitures détruites ; et même les moyens de subsistance (cultures, élevages) ont disparu en quelques heures. Les ONG internationales et le PAM (le Programme Alimentaire Mondial) qui avaient anticipé la catastrophe, après le passage sur l'île de plusieurs cyclones dévastateurs, ont pu intervenir rapidement pour éviter la famine. Mais les deux orphelinats se sont retrouvés eux aussi dans une situation extrêmement précaire, vivant au jour le jour dans des bâtiments malmenés par la tempête.

Pour les aider à surmonter le choc, il a fallu une mobilisation inédite. Assurer tout d'abord l'approvisionnement sur plusieurs mois : La Cause s'en est chargée. Évaluer

précisément les dégâts et trouver des ressources pour remettre les deux centres sur pied : pour ce travail de longue haleine, plusieurs organismes ont réuni leurs efforts autour de Véronique Goy, du service Enfance de La Cause, cheville ouvrière du projet. ADRA, l'Agence adventiste du développement et de l'aide humanitaire, a dépêché sur place des ingénieurs pour évaluer les besoins en reconstruction. Le Défap et les Amis du Catja, association regroupant des parents d'enfants adoptés à Mananjary, ont lancé des appels aux dons.



Une image datant de début février : les dégâts du cyclone Batsirai au Catja © Catja

Pour le Défap, il s'agissait là d'un appel tout à fait particulier : ses actions s'inscrivent dans la durée, non pour répondre à des urgences. Le cœur de l'activité du Défap, c'est d'entretenir des relations entre Églises par-delà les frontières ; des relations qui passent par des projets, des envoyés, des échanges d'enseignants, de boursiers... Le Défap

n'est pas un organisme spécialisé dans les réponses aux crises humanitaires. Les budgets de ses actions sont définis sur plusieurs années, ce qui laisse peu de latitude pour s'adapter en cas d'urgence. Mais les situations évoluent ; et de plus en plus, les besoins exprimés par les partenaires du Défap sont le reflet de crises. Lors de la pandémie de Covid-19, qui avait durement frappé certains de ces organismes, notamment d'enseignement, le Défap s'était adapté en réorientant une partie de ses fonds non utilisés vers un fonds d'urgence Covid. Dans le cas de Mananjary, il a fallu grouper les forces entre plusieurs organismes protestants français, et faire appel à la solidarité du milieu protestant.

Et le résultat est là : les 50.000 euros nécessaires pour reconstruire ont pu être réunis. Sachant que reconstruire implique beaucoup plus que refixer des tôles sur des toits, ou conforter des murs : il s'agit aussi de remplacer le matériel, notamment scolaire, ou les vêtements détruits par la tempête ; permettre de nouveau aux deux centres d'avoir leurs propres cultures, leurs poulaillers, leurs propres ressources, modestes mais nécessaires pour assurer la viabilité de ces établissements... En dépit du temps nécessaire pour évaluer précisément le chantier, en dépit de la guerre en Ukraine qui a largement focalisé l'attention du monde, la solidarité du protestantisme français pour Madagascar ne s'est pas démentie.

Merci pour les enfants de Mananjary !

Entretenir le lien par-delà les frontières

La session de formation 2022 des envoyés du Défap a débuté ce lundi 4 juillet. À cette occasion, nous faisons le point sur un aspect crucial : les nouvelles et les relations entretenues tout au long de leur mission. Ce qui permet à la fois d'assurer leur suivi par le Défap, et d'inscrire leur engagement individuel dans une histoire collective.



Vue de la session 2022 de la formation des envoyés du Défap © Défap

Ils sont onze, cette année, à participer à la session 2022 de formation des envoyés. C'est pour eux l'aboutissement d'un parcours déjà long, depuis les premiers entretiens. Dans quelques semaines, quelques mois, ils seront à pied d'oeuvre sur le lieu de leur mission. Tout commencera alors véritablement pour eux. Depuis la France, ils seront accompagnés par le Défap, qui pourra les aider notamment sur le plan administratif. Il y aura des visites des permanents du Défap chargés des envoyés, mais elles seront ponctuelles ; il

est donc crucial pour eux de donner de leurs nouvelles.



Ouverture de la session 2021 de la formation des envoyés du Défap © Défap

Pourquoi communiquer ?

▪ Assurer le suivi

Donner des nouvelles, c'est important pour les envoyés, et c'est important pour le Défap. Cela fait pleinement partie de leur mission, ce n'est nullement accessoire. Partir comme envoyé, même pour quelques mois, cela suppose plein d'impondérables, des choses que l'on ne peut pas toujours anticiper ; ou alors, des choses que les permanents du Défap peuvent prévoir, parce qu'ils en ont l'expérience, mais qui peuvent sur le moment surprendre les envoyés arrivant sur le lieu de leur mission ou les déstabiliser. Ils auront besoin de pouvoir échanger régulièrement avec les permanents du Défap sur leur mission, leur pays d'accueil, leur adaptation personnelle ; et il faudra pouvoir parler des problèmes qui se poseront au bon moment, avant qu'ils ne grossissent ou ne débouchent sur d'autres problèmes.

▪ Communiquer en interne

Les nouvelles fournies par les envoyés servent aussi, à titre interne, pour donner des informations aux instances du Défap. Ce qui ne leur est pas directement utile et ne concerne pas directement le suivi de leur mission, mais pourra faire évoluer les pratiques ou les choix du Défap pour les années suivantes, en fonction du contexte que les envoyés décriront, des relations qu'ils noueront sur place... Il est important de penser à ceux qui viendront après eux, et qui prendront peut-être directement le relais de leur mission.

▪ Communiquer en externe

Au-delà, ces nouvelles aident le Défap à construire sa communication externe. Il s'agit bien de « construire », car c'est un travail qui se fait en commun, entre les personnes chargées de leur suivi et celles chargées spécifiquement de la communication. Cet aspect de communication externe n'est pas quelque chose qui est propre au Défap : beaucoup des organismes qui proposent des missions de volontariat utilisent des témoignages pour leur communication. Parce que ça donne de la vie, des visages aux missions ; parce que c'est une communication plus naturelle et plus efficace que la communication strictement institutionnelle.



Envoyés du Défap partis en 2015

Vers qui communiquer ?

Dans le cadre d'une communication classique d'ONG ou d'organisme gouvernemental, la cible est large : il s'agit du grand public, dans la tranche d'âge concernée par le volontariat. Il s'agit de motiver l'engagement des potentiels volontaires. La caractéristique du Défap, c'est qu'il s'agit d'un service d'Églises. Les envois de volontaires et les missions s'effectuent donc dans un cadre légal laïc, mais dans un milieu d'Églises. Il s'agira de missions liées à l'enseignement, à la santé ou au développement, qui s'exercent au sein de projets mis en place par des Églises ; sachant que dans nombre de pays au sein desquels les envoyés seront amenés à travailler, les Églises ont un rôle social incontournable.

▪ Un cadre légal laïc, un milieu d'Églises

La communication est donc destinée prioritairement à ce milieu d'Églises ; et en premier lieu les Églises de France dont le Défap est le service missionnaire, pour lesquelles les envois

de volontaires sont une des formes privilégiées, parmi les plus visibles, des relations avec les Églises d'autres pays. Il peut y avoir une forme d'allers-retours, et les articles du site du Défap peuvent être utilisés, une fois publiés, par les Églises qui les accueillent pour assurer leur propre communication.

Dans ce cadre, celui d'échanges entre Églises, il est important de garder à l'esprit que l'envoi lui-même est déjà une forme de communication. Pour l'Église qui les accueillera, ils porteront un peu de l'image du Défap ; et c'est parce que des relations entre des communautés humaines différentes, qui sont des Églises situées dans différents pays, ont été nouées et entretenues au fil des années, que les envoyés peuvent être accueillis et bénéficier du soutien de l'Église d'accueil. La communication autour des envoyés a notamment pour but de donner des nouvelles de ces relations entre communautés par-delà les frontières : elle les inscrit dans une histoire, dont ils sont bénéficiaires.

Cette partie communication a toujours représenté un aspect important de la mission (ce terme que l'on retrouve aujourd'hui encore dans le nom du Service protestant de mission). L'ancêtre du Défap, la SMEP, avait d'ailleurs une importante activité éditoriale et publiait notamment un « Journal des Missions ».

▪ Valoriser l'expérience du volontariat

Enfin, ces témoignages peuvent aussi servir pour la suite de la vie des envoyés. La plupart d'entre eux n'envisagent probablement pas de faire toute leur vie et leur carrière à l'étranger ; au moment où ils rentreront en France, se posera la question de valoriser leur expérience de volontaire. Pour cela, les témoignages diffusés par le Défap peuvent aider un futur employeur à mieux comprendre ce qu'ils auront fait dans le cadre de leur mission, les compétences dont ils auront fait preuve ou qu'ils auront su développer ; et de tels témoignages

peuvent surtout illustrer leur capacité d'adaptation, leur capacité à évoluer dans des contextes différents.

Courrier de mission : en communion de prière avec Haïti

À l'occasion de l'appel à la prière lancé pour le dimanche 19 juin par la Fédération protestante de France, Marion Rouillard revient, dans « Courrier de mission », sur la situation extrêmement précaire d'Haïti. Ses invités, Laura Casorio et Sylvain Cuzent, évoquent les conditions dans lesquelles s'est tenue la 37ème Assemblée générale de la Fédération protestante d'Haïti, au cours de laquelle a été diffusé un message de soutien de la Fédération protestante de France. Et ils évoquent le rôle des institutions protestantes haïtiennes dans un pays en proie à la violence.



Image diffusée par la FPH à l'issue de sa 37ème AG © DR

Le 16 juin dernier, la Fédération protestante de France appelait toutes les paroisses de ses Églises membres à consacrer un temps d'intercession et de prière pour Haïti lors du culte du dimanche 19 juin. Cet appel avait été lancé à l'occasion de la 37ème Assemblée générale de la Fédération protestante d'Haïti, qui venait de se tenir le mardi 14 juin, et à l'initiative de la Plateforme Haïti de la FPF, dont la gestion est assurée par le Défap. Une manière de continuer à porter Haïti dans les préoccupations du protestantisme français, alors que les actions concrètes sont rendues aujourd'hui très difficiles par le contexte de quasi-guerre civile dans lequel se trouve le pays. Surtout, cette demande de prière correspondait à une préoccupation exprimée par le protestantisme haïtien ; que l'on continue à parler d'Haïti, dont les besoins sont si pressants, même s'il est impossible pour l'heure de se rendre sur place. Dans l'émission

« Courrier de mission – le Défap », Marion Rouillard revient sur la situation d'Haïti et sur le contexte de cet appel à la prière, en compagnie de ses invités : Laura Casorio, responsable du service Relations et solidarité internationales au Défap, et Sylvain Cuzent, qui a été envoyé du Défap en Haïti et fait partie des personnes ressources régulièrement consultées par la Plateforme Haïti. Tous deux ont pu participer en distanciel, ainsi que les membres de la Plateforme, et en dépit des difficultés techniques, à la réunion de la FPH du 14 juin ; une réunion dont la date avait été déplacée du fait des problèmes de sécurité que connaît Haïti, et qui s'est tenue dans des conditions difficiles. La Fédération protestante de France a manifesté son soutien via un message vidéo de son président, François Clavairoly, qui a été diffusé devant l'assemblée.



Le Premier ministre Ariel Henry s'exprimant lors de la 37ème AG de la FPH © DR

Présent sur place, le Premier ministre haïtien, Ariel Henry, s'est dit conscient de la gravité de la situation du pays. Sa présence, a-t-il souligné, témoignait de la reconnaissance de l'État envers le travail de la Fédération protestante d'Haïti.

Ariel Henry a ainsi félicité la FPH pour son engagement et l'a encouragée à œuvrer au bien-être du pays : « Haïti est traversée par une sévère crise sociopolitique mais surtout une crise éthique et morale. La transformation du pays passe par l'engagement de la fédération. » Le président de la FPH, le pasteur Calixte Fleuridor, a profité de sa présence pour dénoncer : « Premier ministre, on en a assez de l'inflation, de l'insécurité, du kidnapping », soulignant l'absence du vice-président de la fédération à cause de l'enlèvement de son enfant il y a six jours.

1700 écoles fermées du fait des violences

L'appel à la prière d'intercession de la FPF, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 22 juin 2022 sur Fréquence Protestante

Cette impuissance du politique face à la violence, et ces liens entretenus malgré tout entre le protestantisme français et le protestantisme haïtien, Laura Casorio et Sylvain Cuzent ont eu l'occasion de les évoquer largement au micro de Marion Rouillard. Comme le souligne Laura Casorio, c'est en s'inspirant directement de la FPF que la Fédération protestante d'Haïti a pu se mettre en place : car s'il existe, de par le monde, beaucoup de conseils œcuméniques, les exemples de fédérations protestantes sont bien plus rares. D'où la médaille qui a été symboliquement décernée à François Clavairolly lors de cette AG, en reconnaissance des liens établis entre FPF et FPH. D'où, également, les échanges réguliers via la Plateforme Haïti. Et maintenir ces échanges est d'autant plus important, comme le souligne pour sa part Sylvain Cuzent, « qu'il est impossible aujourd'hui d'entrer en Haïti sans courir des risques considérables d'être enlevé, tué par les gangs qui se disputent le territoire. »

« Nos partenaires, témoigne Sylvain Cuzent, nous racontent cette situation de violence extrême : souvent, ils ne peuvent pas se déplacer pour travailler. » Christon St Fort, le président de la Fédération des écoles protestantes d'Haïti (FEPH), évoque ses collaborateurs qui ne peuvent plus aller dans les écoles pour des actions de formation. L'éducation est ainsi directement victime de la violence : environ 1700 écoles sont fermées, d'autres restent ouvertes mais sont rançonnées ; d'autres encore ont embauché des gardes armés ; des enfants ont été tués dans les enceintes des écoles... Quant à la FPH, elle est obligée de restreindre son action à certains lieux moins touchés que les grandes villes comme Port-au-Prince, Les Cayes, Jacmel, ou Cap-Haïtien : notamment les zones rurales.

« Ce que nous demandent nos partenaires, conclut Laura Casorio, c'est qu'Haïti ne soit pas oublié. » D'où l'importance de rester en communion, y compris par des appels à la prière. Sachant que la crise va durer : les principaux pays qui ont des liens historiques avec Haïti, au premier rang desquels on trouve les États-Unis et la France, ont d'autres priorités aujourd'hui.

La FEP célèbre les «couloirs humanitaires»

Voilà cinq ans qu'ont été lancés les « couloirs humanitaires » en France. Un anniversaire qu'a voulu célébrer la Fédération de l'Entraide Protestante (FEP) en organisant un événement réunissant les divers acteurs impliqués : Fraternité sur Seine. Ce projet qui

permet de faire venir en France des réfugiés particulièrement vulnérables depuis le Liban, par des voies légales et en évitant les « routes de la mort » comme celles qui passent par la Méditerranée, nécessite un travail en commun de nombreuses institutions protestantes : la Fédération protestante de France, la FEP, des Églises et paroisses qui accueillent et hébergent... Le Défap, pour sa part, est impliqué à travers deux envoyées, chargées du montage des dossiers au Liban.



Cela fait maintenant cinq ans que la Fédération de l'Entraide Protestante (FEP) et la Fédération protestante de France (FPF) ont lancé le protocole d'accord international appelé « couloirs humanitaires », qui vise à faciliter l'accueil sur le sol français de réfugiés d'Irak et de Syrie en provenance du Liban. À l'occasion de cet anniversaire, la FEP a souhaité remercier et mettre à l'honneur tous les acteurs de cette chaîne en les rassemblant à Paris le 25 juin pour un événement : Fraternité sur Seine. Seront ainsi réunis salariés de l'Entraide, bénévoles, hébergeurs et bénéficiaires de cet accueil pour une célébration à bord d'une péniche sur la Seine. C'est l'occasion de rappeler qu'en l'espace de ces cinq

années, c'est plus de 500 personnes en situation de très haute vulnérabilité selon les critères de l'ONU qui ont été accompagnées physiquement et administrativement jusqu'en France.

Mais pourquoi parler de cet anniversaire des « couloirs humanitaires » sur une semaine consacrée aux envoyés du Défap ? Tout simplement parce que ce projet a lui aussi besoin, pour fonctionner, d'envoyés du Défap. C'est ainsi que Soledad André, chargée de mission de la FEP qui accompagne à Beyrouth les réfugiés dans le cadre de ce programme, qui aide à monter leurs dossiers et qui les accompagne dans l'avion jusqu'à leur arrivée à Roissy, est une envoyée du Défap depuis 2018, avec le statut de VSI (Volontaire de Solidarité Internationale). Elle a été rejointe l'an dernier par une autre envoyée du Défap, pour tenir compte à la fois de l'augmentation du nombre des personnes à accompagner, et des difficultés de la FCEI (la Fédération des Églises évangéliques italiennes, partenaire et porteuse du projet des « couloirs humanitaires » au Liban) à continuer le financement du projet et donc la continuité de la permanence de l'équipe à Beyrouth.

Une mobilisation exemplaire



Groupe de réfugiés au départ de Beyrouth le 15 mars 2020. Au premier plan, prenant la photo : Soledad André, envoyée du Défap pour la FEP © Soledad André pour Défap

Car, c'est là un point crucial, le projet ne bénéficie d'aucun financement public : il est porté essentiellement, tant sur le plan des fonds que sur le plan de l'organisation, par les Églises et les bénévoles qui y participent. À l'origine de cette initiative, il y a eu tout d'abord un constat : nombre de familles fuyant des pays en guerre comme l'Irak ou la Syrie se retrouvaient soit bloquées dans des camps au Liban... soit tentaient de traverser la Méditerranée, devenant ainsi la proie des réseaux de passeurs et de trafiquants d'êtres humains, risquant leur vie dans le naufrage d'embarcations surchargées. Le programme ayant servi de modèle à cette convention est ainsi né en Italie en 2016, à la suite de plusieurs drames particulièrement meurtriers qui avaient servi

d'électrochocs au sein des opinions publiques européennes : il s'agissait d'une initiative de la Communauté catholique de Sant'Egidio, dont les juristes spécialistes du droit des étrangers avaient su utiliser les textes européens pour imaginer ces « couloirs humanitaires », destinés prioritairement aux réfugiés les plus vulnérables : enfants et familles monoparentales, patients en attente de soins urgents, personnes en butte à des persécutions. Ce dispositif avait été mis en place en association avec la FCEI et avec l'Eglise vaudoise, membre de la Cevaa. Une opération rendue possible non seulement par l'engagement des Eglises qui avaient décidé de le prendre en charge, mais aussi grâce à l'appui de bénévoles et d'associations se chargeant d'accueillir les réfugiés et de les aider à s'intégrer au sein de la société italienne.

Devant le succès de cette initiative, le modèle a été repris dès l'année suivante en France, par le biais d'un protocole d'entente signé à l'Élysée et associant les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères à cinq partenaires issus du milieu des Eglises. Les réfugiés arrivant en France via ce dispositif se sont retrouvés ainsi accueillis légalement dans le réseau de la FEP et de ses partenaires locaux ; des collectifs et des hébergements pour lesquels se sont mobilisés nombre de bénévoles issus de l'Eglise protestante unie de France (EPUdF) ou de l'Union des Eglises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), deux des unions d'Eglises constitutives du Défap.

Formation au départ : le CLONG publie un guide des bonnes pratiques

Le CLONG-Volontariat est un collectif qui rassemble une douzaine d'associations (dont le Défap) concernées par l'envoi de volontaires hors Union européenne. Tous ses membres sont directement confrontés aux questions de préparation au départ. D'où la rédaction de ce guide de bonnes pratiques, fruit de réflexions communes. Son objectif : promouvoir une préparation au départ de qualité pour les VSI, afin de renforcer la place du volontariat de compétence dans la solidarité internationale.

Préparer au départ les volontaires de solidarité internationale



Page de garde du livret publié par le CLONG © CLONG

La présentation du guide a eu lieu le 2 juin dernier au Défap. L'événement a vu la participation du ministère des Affaires étrangères, du Fonjep (le Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire), de l'AFD (l'Agence française de développement), et de diverses associations impliquées dans des activités de solidarité internationale : en tout, une trentaine de représentants qui avaient répondu à l'invitation du CLONG-Volontariat, le Comité de Liaison des ONG de Volontariat. Il a aussi donné l'occasion à deux anciennes VSI (Volontaires de solidarité internationale) de témoigner de leur expérience, de ce qu'elle leur avait apporté et de la manière dont leur vision du monde en avait été impactée. L'une d'elles était Éline O., ancienne envoyée en Égypte du Défap et de l'Action Chrétienne en Orient.

Cette question de la formation au départ est essentielle, non seulement parce qu'elle répond à des obligations légales, mais aussi et surtout parce qu'elle est le garant de la bonne

adaptation des volontaires à leur futur lieu de mission : une fois sur place, il s'agira pour eux de s'adapter aux enjeux d'un autre pays, d'une autre société, d'autres manières de vivre où le confort peut être des plus rudimentaires – une expérience qui les obligera à sortir de tous leurs cadres. Au Défap, cette étape cruciale se présente sous la forme d'une dizaine de jours au cours desquels les candidats au départ assistent tous ensemble à une série de sessions denses organisées autour des questions pratiques, techniques, administratives de leur mission ; ils sont sensibilisés aux questions de sécurité, mais participent également à des modules centrés sur les questions liées à la rencontre de l'autre : interculturalité, interreligieux, gestion des conflits... Pour d'autres organismes, cette formation pourra prendre des formes différentes. Mais avec des objectifs similaires : « s'assurer que les volontaires sont prêts à partir, qu'ils ont saisi les attentes de la structure partenaire et disposent des clés de compréhension de leur nouvel environnement ».

Pour une solidarité internationale à visage humain

Plus qu'un mode d'emploi détaillant une marche à suivre, ce guide donne donc des principes, des grandes lignes qu'il revient à chaque organisme d'adapter en fonction de ses besoins. Il est structuré pour répondre aux grandes questions qui se posent lorsqu'il s'agit de préparer des volontaires au départ. Combien de temps doit durer une telle préparation ? Quels formats privilégier ? Quel rythme ? Comment construire une équipe d'intervenants ? Comment construire un module de préparation au départ ? C'est le résultat d'un travail collectif de partage et de relecture des expériences et des pratiques des membres du CLONG. Avec un objectif, clairement affiché : favoriser « la promotion d'une préparation au départ de qualité pour les Volontaires de Solidarité Internationale, contribuant ainsi à renforcer la place du volontariat de compétence dans la solidarité internationale ».

Le CLONG existe depuis 1979. Le Défap en est membre aux côtés d'autres associations concernées par le volontariat de solidarité internationale comme ATD Quart Monde, la DCC (la Délégation catholique pour la coopération), la Fidesco (organisation catholique de solidarité internationale, dont le nom vient de FIDES – CO : foi et coopération), le Gref (Groupement des éducateurs sans frontières), la Fédération Handicap International... Le CLONG est un collectif qui vise à la fois à promouvoir et valoriser l'engagement volontaire, parvenir à des avancées juridiques et statutaires pour le Volontariat de Solidarité Internationale, et permettre les échanges et les réflexions pour l'amélioration des pratiques de volontariat. Il plaide pour une solidarité internationale à visage humain, portée par l'engagement désintéressé et l'ouverture au monde, au sein de laquelle les volontaires internationaux ont une place cruciale. Pour celles et ceux qui la vivent, souligne ainsi le texte introductif de ce guide, l'expérience du volontariat « permet de transformer des valeurs et principes en actions concrètes, afin de répondre aux défis mondiaux et contribuer ainsi à l'atteinte des Objectifs de développement durable – ODD, adoptés par l'Assemblée générale des Nations unies le 25 septembre 2015 ».

Dans sa volonté d'encourager et de permettre la structuration des bonnes pratiques, le CLONG a déjà publié divers guides couvrant de nombreux sujets qui intéressent directement les organismes de solidarité internationale : la gestion administrative des volontaires, la question du retour, celle des retraites, les métiers de la solidarité internationale, les autres formes de volontariat, ou encore la question du tourisme solidaire... Ce tout nouveau « Guide des bonnes pratiques » sur la préparation au départ sera bientôt disponible au téléchargement sur le site du CLONG.

Comité de liaison des ONG de Volontariat

Créé en 1979, le [CLONG-Volontariat](#) est une association de loi 1901. Le collectif est indépendant et rassemble 12 associations concernées par l'envoi de volontaires en mission de coopération au développement ou d'urgence humanitaire dans les pays en développement hors Union européenne. Il s'agit des acteurs suivants :

- [ATD Quart Monde terre et homme de demain.](#)
- [Service protestant de mission – Défap](#)
- [CEFODE coopération et formation au développement.](#)
- [DCC délégation catholique pour la coopération.](#)
 - [DSF douleurs sans frontières.](#)
 - [Envol Vert.](#)
 - [FIDESCO.](#)
 - [France volontaires.](#)
- [GREF groupement des éducateurs sans frontières.](#)
 - [IFAID Aquitaine.](#)
 - [Fédération Handicap International.](#)
- [SCD service de coopération au développement.](#)

Aurélie de retour au Cameroun, trois ans après

Après un service civique effectué à l'hôpital de Bafia, Aurélie, infirmière de formation, a éprouvé le besoin de revenir sur place. Elle témoigne dans cette lettre, à son retour d'une nouvelle mission courte avec le Défap.



De gauche à droite : Célin Nzambe, Aurélie, Mme Nzambe, Charline (nouvelle envoyée du Défap au Cameroun) © Défap

Après deux ans et demi, je ressens l'envie de repartir en Afrique. Après des échanges avec le Défap, et quelques mois, me voici avec un billet d'avion en direction du Cameroun. Le Cameroun, pays où j'ai passé 9 mois en service civique. S'entremêlent deux émotions : de l'excitation et de l'appréhension. Comment va se dérouler mon retour après ces années ? Cela va-t-il être comme mon premier séjour ? Comment va être l'hôpital de Djoungolo ?

Lors de ma visite de l'hôpital de l'EPC à Djoungolo (Yaoundé), je ne peux m'empêcher de comparer avec l'hôpital de Messangssang à Bafia.

L'Hôpital de Djoungolo est grand... très grand. Il y a différents services et des équipes qui y sont rattachées. Un service d'hospitalisation, d'autres de maternité, de

consultation prénatale (CPN), de vaccination ; un bloc opératoire, un centre de prélèvement, un laboratoire, une pharmacie, une morgue, des salles de réunions, une blanchisserie, et des bâtiments de Médecins sans Frontières...

Les liens avec l'Europe sont multiples. L'hôpital de Yaoundé a été choisi comme hôpital de référence pour le Covid-19. Quatre bâtiments ont été construits par MSF pour accueillir les patients atteints par cette pandémie. La vaccination est également présente sur l'hôpital et en stratégie avancée. Du personnel embauché par MSF, va dans les quartiers de Yaoundé pour sensibiliser et vacciner.



Un aperçu de l'hôpital de Djoungolo © Aurélie Chomel / Défap

« Malgré tout ce qu'il a vécu, Célin continue de donner et donner encore »

Des médecins français viennent également donner de leur temps,

et des campagnes sont organisées. « EYE DO IT », une ONG, viendra au cours du mois de mars pour une semaine, faire une campagne ophtalmologique.

La différence avec l'hôpital de Bafia est évidente. Elle reflète la différence entre Yaoundé, capitale administrative et Bafia, ville de la région du centre d'environ 60 000 habitants. A L'hôpital de Messangssang, le personnel était moins important, les services étaient tous à proximité. Tous n'étaient pas cloisonnés, tout le monde travaillait en hospitalisation, en maternité, au bloc opératoire et en CPN.

Le point commun entre ces hôpitaux : Dr Célin NZAMBE. Il était médecin-chef à Bafia, et maintenant il a la même fonction dans l'hôpital de Djoungolo. Il a, dans les deux cas, fait revivre ces hôpitaux. J'ai vraiment ressenti qu'il est apprécié dans son travail car il a le désir de maintenir à flot l'hôpital pour le bien-être des patients qui y sont accueillis, et également pour le personnel. Célin est un homme qu'on n'oublie pas... A Bafia, on le reconnaissait dans la rue. Les patients souhaitaient même se déplacer à Yaoundé pour être auscultés par Dr NZAMBE. Malgré tout ce qu'il a vécu, Célin continue de donner et donner encore. Je suis admirative. Je me demande parfois d'où il puise toute cette énergie.

Ce séjour au Cameroun fut riche en émotions : des retrouvailles, de nouvelles expériences, de nouvelles rencontres. Un peu de frustration face à mon envie de faire partie d'un tout, de mettre en place des choses, de créer des amitiés.

Une mission courte mais intense, qui ravive en moi le projet de faire un Volontariat de Solidarité Internationale. Merci au Défap et à Célin de me faire confiance.

Retrouvez ci-dessous un témoignage en vidéo d'Aurélie, peu après le retour de sa première mission au Cameroun

:

Dix jours pour se former à la rencontre

La session de formation 2022 des envoyés du Défap se tiendra du 4 au 13 juillet. Y prendront part en tout onze candidats au départ, aux profils très divers ; ainsi qu'une grande partie de l'équipe du Défap mobilisée pour ce rendez-vous.



*Ouverture de la session 2021 de la formation des envoyés du
Défap © Défap*

« Je repartirai, c'est sûr. Et j'espère que vous partirez tous. Parce que ça change tout... » Ces quelques mots d'Aurélie, ancienne envoyée du Défap au Cameroun, et qui y est retournée depuis lors en mission courte, donnent une idée de l'impact que peut avoir l'expérience de l'engagement à l'étranger dans une vie. Vous pourrez lire son témoignage sur le site du Défap au cours des prochains jours ; ainsi que celui d'Élie, parti, lui, à Madagascar. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de parcours de vie qui ont bifurqué, pris d'autres voies : on ne revient jamais d'une mission dans la même disposition d'esprit que lorsqu'on est parti. Il y a des rencontres et des expériences qui vous font voir le monde sous un autre jour et reconsidérer vos priorités de vie : « les échanges, ça vous change ».



Ouverture de la session 2018 de la formation des envoyés du Défap © Défap

Mais si les échanges peuvent avoir de telles répercussions, encore faut-il y être bien préparé. C'est d'ailleurs une obligation légale, notamment au vu des enjeux de sécurité, et les associations concernées par l'envoi de volontaires réfléchissent régulièrement ensemble aux bonnes pratiques en la matière (un point sur lequel a particulièrement travaillé le CLONG-Volontariat, collectif dont fait partie le Défap : vous pourrez avoir un aperçu de son travail au cours des prochains jours sur le site du Défap). Voilà pourquoi, au Défap, cette étape de la formation des futurs envoyés est cruciale. Elle se déroule traditionnellement sur les deux premières semaines de juillet, et mobilise l'ensemble de l'équipe du Défap, appuyée par divers intervenants extérieurs, pour donner aux candidats au départ tous les outils nécessaires. Et pour les sensibiliser aux difficultés qu'ils ne manqueront pas de rencontrer. Il y a, bien sûr, l'aspect administratif et la course d'obstacles des documents à obtenir ; les problématiques de sécurité ; tout ce que l'on peut découvrir sur place, sur le plan social ou économique, et qui peut vous bousculer ; les relations qui peuvent être

difficiles, par-delà les barrières de la langue et de la culture... Sans oublier le choc du retour, lorsqu'il faut reprendre contact avec un environnement qui a continué à évoluer selon ses propres règles, et qui n'est pas forcément prêt à recevoir, et encore moins à comprendre, le témoignage d'un volontaire ayant vécu une expérience qui a changé sa vie...

« Il y a ceux qui partent, et ceux qui restent »

En cette année 2022, la formation des envoyés du Défap se tient du 4 au 13 juillet. Une dizaine de jours de sessions intensives que tous les candidats au départ vont passer au 102 boulevard Arago, en alternant entre des journées de formation et des moments d'échange : ainsi, trois soirées au cours de cette dizaine de jours leur permettront de rencontrer toute l'équipe du Défap. Ils sont onze en tout, avec des expériences très différentes de l'engagement à l'étranger et des profils très divers. Les âges vont de 21 à 58 ans ; certains partent avec le statut de service civique, d'autres en tant que VSI (Volontaires de Solidarité Internationale) ; leurs missions vont les emmener en Afrique du Sud, en Côte d'Ivoire, en Égypte, au Liban, à Madagascar, en Tunisie...



Envoyés du Défap partis en 2015

Cette étape de la formation marque, pour eux, l'aboutissement d'une procédure de trois à six mois au cours de laquelle ils ont rencontré les membres de la CEP (Commission Échange de Personnes) pour faire le point sur leur projet, évaluer leurs compétences professionnelles, leurs aptitudes personnelles. Et pour les membres de l'équipe du Défap aussi, c'est un moment clé de l'année. Une période au cours de laquelle les candidats au départ auront l'occasion de se découvrir les uns les autres, avant d'être dispersés dans divers pays au gré de leur mission. Une période, aussi, au cours de laquelle ils pourront apprendre à connaître mieux l'équipe du Défap, mettre des noms et des visages sur des fonctions. Cette dizaine de jours est enfin l'ultime période de maturation des motivations des uns et des autres. Ce n'est pas un hasard si les derniers entretiens ont lieu au cours de ces quelques jours. Et cette période passée ensemble sera aussi un sas avant de partir pour une expérience destinée à changer radicalement leur perception du monde, et à influencer durablement sur leur vie.

« Vous avez décidé de partir, soulignait il y a quelques années un membre de l'équipe du Défap intervenant au cours d'une de ces sessions de formation ; ce n'est pas le choix de tout le monde. Certains en rêvent et ne le font pas, d'autres ne l'envisagent même pas... Il y a ceux qui partent, et ceux qui restent : comme s'il y avait en nous un appel, que certains entendent et d'autres pas. » Un appel qui, outre son aspect individuel, s'inscrit nécessairement dans une histoire collective, qui lui donne son sens...

Et comme chaque année, cette session de formation des envoyés 2022 se clôturera par un culte d'envoi, célébré dans la chapelle du Défap, et ouvert à tous.